



INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION



Décembre 2020 N° 014

INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL
DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET
PROFESSIONNEL

CENTRE DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION

**REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION**

Directeur de Publication : Dr BERTE Zakaria, IPNETP

Secrétaire de Publication : Dr KONE Koko Siaka, IPNETP

Directeur Scientifique : Pr Kanvally FADIGA, ENS

Membres du comité scientifique

Pr BAHA Bi YOUZAN D. : Université de Cocody Abidjan

Pr KOUADIO Bénié Marcel : Université de Cocody Abidjan

Pr SANGARE Moustapha Karam..... : INPHB, Yamoussoukro

Pr GBONGUE Jean-Baptiste : IPNETP, Abidjan

Dr BERTE Zakaria : IPNETP, Abidjan

TABLE DES MATIERES

I - Editorial	
Zakaria BERTE	7
II - La construction des rapports sociaux de genre dans les manuels scolaires du primaire	
Tra Lou.....	9
III - L'ÉCRITURE DE L'ÉROTISME DANS « Dans l'antre du loup et Opération Fournaise » de Régina YAOU	
YAO Djeth Luc-Arsène - <i>Département de Lettres Modernes Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo (Côte d'Ivoire)</i>	37
IV - Africanité, africanismes et modèles littéraires africains dans douceurs du bercaïl d'aminata sow fall	
KOUADIO Kouakou Daniel - <i>Lettres modernes - Université Peleforo Gon Coulibaly (Korhogo, Côte d'Ivoire)</i>	59
V - Genre et motivations à l'usage d'internet Chez les adolescents en Côte d'Ivoire	
Gbomené Hervé ZOKOU ¹ , N'GUESSAN Kodjo Rodrigue ² et NINDJIN Malan Alain Michel Aka ³	81
VI - Influence du leadership transformationnel des dirigeants Sur l'implication affective du personnel dans un contexte de démarche qualité : cas du Trésor public de Côte d'Ivoire	
SEHI Bi Tra Jamal, <i>Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody ; Laboratoire d'Études et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS) RABET Zéhi Augustin, Université Alassane Ouattara de Bouaké ; Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises (LA.R.G.E)</i>	101
VII - Déficit de travail décent des jeunes et Travail des enfants au Togo	
KONE Koko Siaka, EHOUE Assi Blaise, <i>Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Département des Formations Tertiaires</i>	129

¹ZOKOU Gbomené Hervé, Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Enseignant-Chercheur, Sociologie de l'Éducation, courriel : nadrey.zok@gmail.com.

²N'GUESSAN Kodjo Rodrigue, Institut National Supérieur des Arts et l'Action Culturelle (INSAAC), Enseignant-chercheur, Sociologie Criminelle.

³NINDJIN Malan Alain Michel Aka, Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Informatique de Gestion, Formateur de Formateurs.

VIII - Gouvernance locale et persistance de l'insalubrité dans la commune de Bingerville OKOU Kouakou Norbert, <i>Enseignant-Chercheur à Université Félix Houphouët Boigny</i> YAPI Latto Ruphin, <i>Doctorant en Sociologie à Université Félix Houphouët Boigny</i>	149
IX - John Locke, un assoiffé de tolérance religieuse Konan Yao Olivier, <i>Docteur en philosophie politique et sociale</i> <i>Université Alassane Ouattara, Bouaké – Côte d'Ivoire</i>	175
X - La régulation de la religion dans le village d'Akouai Santai, sous-préfecture de Bingerville (cote d'ivoire) : une réponse à la dynamique du système politique à l'échelle nationale Thierry DAN ⁴	201
XI - Tolérance et équilibre social chez John Locke N'gouan Koffi Hyanick Hermann <i>Docteur en philosophie politique et sociale - Université Alassane Ouattara</i> <i>Bouaké – Côte d'Ivoire</i>	223
XII - Politique de cohésion sociale et reconstruction des liens sociaux dans le Guemon : cas des villages Niambly, Duekoué village, petit-Duekoué et Fengolo dans la sous-préfecture de Duekoué GUE Matorma Rachelle,.....	265
XIII - Perception du Centre d'Observation des Mineurs (COM) d'Abidjan par les mineurs incarcérés et persistance dans les actes antisociaux NIAMKE Jean Louis ⁵ - Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan) ZEZE Marie-Thérèse Dahonnon ⁶ - Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)	273

⁴ Doctorant à l'institut d'Ethnosociologie à l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, membre du Laboratoire de Sociologie Économique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques (LAASSE), dan_thry@yahoo.fr.

⁵ Maître-Assistant de Sociologie.

⁶ Doctorante en Sociologie.

**POLITIQUE DE COHESION SOCIALE ET RECONSTRUCTION
DES LIENS SOCIAUX DANS LE GUEMON : CAS DES VILLAGES NIAMBLY,
DUEKOUÉ VILLAGE, PETIT-DUEKOUÉ ET FENGOLO
DANS LA SOUS-PREFECTURE DE DUEKOUÉ**

GUE Matorma Rachelle, rachelle.gue@gmail.com

Doctorante en sociologie – *Université Félix Houphouët-Boigny – Abidjan, Cocody*

RESUME

La crise ivoirienne post-électorale de 2010 a fait plus de 3000 morts (COSOPCI, 2011). La ville de Duekoué a connu plus d'atrocités après Abidjan. Les affrontements interethniques entre les communautés Guéré et migrantes ont provoqué une fracture de la cohésion sociale dans cette zone. Ainsi, reconstruire ces liens sociaux fracturés est devenu pour l'Etat ivoirien, les humanitaires et la société civile une priorité. La Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) et le Programme National de Cohésion Sociale (PNCS) se sont assignés le rôle de veiller à l'effectivité de cette réconciliation. Mais la situation reste toujours conflictuelle dix (10) ans après la crise post-électorale entre les Guéré et les migrants. Ce qui rend encore plus complexe cette politique de cohésion sociale et de reconstruction des liens sociaux dans cette zone. L'analyse du lien entre la politique de cohésion sociale initiée par l'Etat ivoirien et la reconstruction des liens sociaux entre les communautés (Guéré et migrantes) dans la sous-préfecture de Duekoué révèle que la question foncière demeure une entrave à la cohésion sociale. Les enjeux politiques de l'exclusion des Wè de Duekoué et les controverses sur la question de la cohésion sociale en sont des facteurs de l'effritement des rapports sociaux à Duekoué.

Mots clés : crise post-électorale, cohésion sociale, politique de reconstruction, liens sociaux

ABSTRACT

Post electoral crisis in Côte d'Ivoire has yielded in the killing of more than 3,000 people (COSOPCI, 2011). The city of Duekoué has experienced more atrocities after Abidjan. Inter-ethnic clashes between Guéré communities and migrants in this part of the country impacted worsely on social cohesion. Thus building and strengthening of Ivorian government, humanitarian organizations as well as civil society. Both Dialogue, Truth and Reconciliation Commission and the National Program for Social Cohesion have committed to working towards achieving that reconciliation. However, then years after post-electoral violence came to end, tension is still remaining between the Guéré communities and migrants. Which renders the implementation of social cohesion policy a complex issue within the region. At analyzing the relation between the social policy supported by Ivorian government and building social ties in Duekoue reveals that the land management as hindrance to social cohesion. The political issues related to the marginalization of the Wè community of Duekoue and the controversies about social cohesion issues are factors of the breaking up in social relation in Duekoue.

Keywords : Post-electoral crisis, social cohesion, building policy, social ties

INTRODUCTION

Depuis leur indépendance dans les années 1960, les Etats africains sont confrontés à diverses sortes de conflits qui fragilisent leur développement. Les recherches de solutions ne sont pas parvenues à de résultats en raison des conflits ressurgissent toujours et qui mettent en mal les sociétés africaines. La réconciliation est devenue une notion qui intervient désormais dans les différentes démarches de résolution des conflits surtout dans le contexte post-crise (Kouadio Oura, 2015).

Dans cette même perspective, la Côte d'Ivoire s'est inscrite dans ce processus de réconciliation suite à la crise post-électorale qui s'est déclenchée au lendemain des élections présidentielles d'Octobre 2010. Cette crise qui a pris fin en Avril 2011, marque également la fin de plus d'une décennie de crise militaro-politique. Cette crise a été nourri par plusieurs facteurs dont le coup d'Etat manqué de Septembre 2002, la haine politique qui s'en est suivie, l'instrumentalisation de la religion, les luttes entre les partis politiques pour l'accès à la magistrature suprême et le combat pour le contrôle des ressources naturelles (minerais, fonciers) (Konadje, 2012). Par la réconciliation, l'Etat ivoirien s'attend au rétablissement du tissu social fracturé à travers l'évacuation de toute forme de frustration et de haine au sein de toutes les catégories sociales. Cela s'avère plus nécessaire car conscient du fait que le développement post-crise ne peut se faire sans la cohésion sociale, l'Etat avec l'aide de ses partenaires humanitaires a inscrit réconciliation au cœur de sa politique de reconstruction du pays. Ainsi, ont vu le jour la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) et le Programme National de Cohésion Sociale (PNCS) pour favoriser le retour à la cohésion sociale surtout dans les zones les plus affectées par la crise comme ce fut le cas de la région du Guémon. Duekoué étant le chef-lieu de cette région a connu le plus grand carnage de toute la longue crise ivoirienne (ICG, 2014) avec l'exemple des villages de Niambly, Duekoué village, Petit-Duekoué et Fengolo ou le vivre ensemble entre les autochtones Guéré et les migrants (allochtones et allogènes) s'est profondément détérioré.

Bien que la politique de réconciliation du gouvernement a contribué à créer l'accalmie dans ladite sous-préfecture, dix (10) ans après cette crise post-électorale, les relations sociales entre les communautés dans ces villages sont encore empruntées de suspicion et de méfiance. Ce qui est à l'origine du regain de nouveaux conflits dans ces villages. Alors, Quels sont les facteurs explicatifs de l'échec de la politique de cohésion sociale et de reconstruction des liens dans la sous-préfecture de Duekoué ? C'est à cette question que cet article répond à partir d'une enquête menée en 2019 dans les villages sus-mentionnés de la sous-préfecture de Duekoué.

Méthodologie

Cette étude a pour objectif de mettre en évidence la problématique de la politique de cohésion sociale et de la reconstruction des liens sociaux dans la sous-préfecture de Duekoué. Du point de vue méthodologique, l'étude a mobilisé la théorie des conflits sociopolitiques de Carl Von Clauswitz (2000) développée par les auteurs comme Michel Foucault, Raymond Aron etc. Pour les tenants de cette théorie, les conflits qui naissent dans les sociétés sont « la continuation de la politique par d'autres moyens »⁷. Cette théorie nous a permis de comprendre que l'intrusion de la politique dans les querelles sociales qui ont sévi dans la sous-préfecture de Duekoué a contribué à l'éclatement de la guerre. Les crises, surtout celle de 2010 qui a bouleversé les relations sociales dans la sous-préfecture de Duekoué peut contribuer au renforcement de la cohésion sociale si les actions des décideurs (l'Etat et les organisations humanitaires) trouvent une large adhésion de la population. L'étude adopte une perspective qualitative. La collecte des données s'est faite à travers des entretiens semi-directifs (des entretiens individuels), des observations et des focus group. L'échantillonnage s'est porté sur des personnes ressources et les acteurs prenant part au processus de cohésion sociale et de reconstruction des liens sociaux. Il s'agit des chefs de village et leurs notabilités (4 entretiens collectifs), des chefs de communautés migrantes

⁷ Michel Foucault (1973), La société punitive, cours au Collège de France, cours du 10 Janvier 1973, tapuscrit de Jean Lagrange.

(4 entretiens collectifs), des guides religieux (4 entretiens individuels), des présidents d'associations de femme (4 entretiens collectifs) et de jeune (4 entretiens individuels), des autorités de l'armée (1 entretien individuel), du sous-préfet (1 entretien individuel) et des cadres retraités Wè (3 entretiens individuels). Nous avons interrogé 25 individus au total.

La documentation a été d'un apport considérable car les axes d'orientation théorique de l'exploitation documentaires ont eu comme vecteurs disciplinaires, les articles scientifiques, des rapports de séminaires et colloques sur les conflits et la réconciliation post-crise.

RESULTATS ET DISCUSSION

Trois principaux résultats ont été retenus dans cet article :

- 1) la question foncière comme une entrave à la cohésion sociale,
- 2) les enjeux politiques de l'exclusion des autochtones Wè Duekoué,de,
- 3) les controverses sur la question de cohésion sociale et de reconstruction des liens sociaux fracturés.

I- LA QUESTION FONCIERE, UNE ENTRAVE A LA COHESION SOCIALE

La question foncière constitue l'une des principales causes des affrontements interethniques dans la région du Guémon (Chauveau 2013 et 2014 ; Kouadio, 2014 et 2015) et empêche les différentes communautés à aller à la réconciliation et la cohésion sociale. Ainsi, le problème foncier rural reste une question essentielle dans cette quête de la cohésion sociale. Autrement dit, la cohésion sociale reste intimement liée à la résolution de la question foncière sans laquelle les actions entreprises par les humanitaires et le gouvernement ivoirien ne pourraient aboutir à un retour à la stabilité sociale dans la sous-préfecture de Duekoué.

En effet, cette crise foncière qui reste un élément déterminant d'un retour à la stabilité sociale dans la sous-préfecture de Duekoué trouve son origine dans le manque de consensus autour de la gestion foncière. Dans la région de Duekoué, explique Kouadio Oura (2015) la gestion des conflits fonciers a connu des mutations au lendemain de la crise post-électorale car l'efficacité des mécanismes de gestion des conflits fonciers déjà existants (coutumiers, administratifs et juridique) a été affecté par la crise. Les autorités autochtones et les propriétaires terriens ont été dépossédés de la gestion des conflits fonciers. Au lendemain de cette crise, des chefs Malinké, des Dozo et des FRCI (Forces Républicaines de Côte d'Ivoire) se sont eux-aussi chargés de la gestion du système foncier. L'implication de ces acteurs dans le foncier est au cœur des affrontements entre ces autochtones, allochtones et allogènes. Les conflits se sont intensifiés surtout avec les ventes illicites, l'occupation illégale des parcelles de terre, les problèmes de dépassement de limite de terre et la problématique du planter-partagé⁸. Tous ces faits accentuent les conflits intercommunautaires dans la sous-préfecture de Duekoué et ce malgré les actions de cohésion sociale et de réconciliation menées dans cette zone. Pour corroborer ces faits, le chef central de Duekoué affirme ceci :

« Ce qui pose beaucoup de problèmes chez nous, c'est problème de terre. Pendant la crise, on a quitté nos campements, nos terres et nos frères étrangers se sont installés sur nos terres. Cela a causé beaucoup de tuerie ici. Tu vas revendiquer ton droit, ce qui est pour toi, tu vas t'approprier de ça, on te tue là-bas en brousse. Les forêts qui nous appartiennent qui étaient des forêts de réserves, ils ont tout banalisé. Elles sont devenues leur plantation de cacao et nous les originaires des plantations aujourd'hui, nous n'avons plus rien. Même chasser en brousse, c'est difficile.

⁸ Le planter-partagé est une transaction foncière entre un autochtone Guéré et migrant qui consiste pour le migrant de prendre entièrement en charge la plantation de l'autochtone Guéré, puis de partager les revenus une fois les récoltes vendues. Le partage peut varier de 20% à 50% de revenu. Parfois cet accord dérive sur le conflit dû à des incompréhensions pendant que l'autochtone Guéré se focalise sur le partage de la récolte, le migrant lui se penche et sur le partage de la récolte et de la parcelle de terre exploitée.

Comment on peut parler de réconciliation et de cohésion sociale si le Guéré de Duekoué ne peut pas avoir ses terres ? Comment si le Guéré a tout perdu ? ».

Le second récit est du président des jeunes migrants de Niambly. Il dit ceci : « A Niambly ici, nos dougoutigui⁹ ne sont pas honnêtes. Quand on finit de partager le champ de planter-partagé, ils prennent la bonne partie du champ qui produit beaucoup. Quelque temps après quand ils voient que tu as travaillé ta part que c'est devenue bon et que pour lui ne produit plus parce qu'ils n'ont pas travaillé, ils créent palabre en disant que eux, ils n'ont pas dit de partager le champ et que c'est leur terre. Madame regardez ! Tu vas travailler durement et quelqu'un va venir t'arracher ça. Ce n'est pas palabre qui est là ? Avec ça gouvernement dit de se réconcilier. Comment cela peut être possible ? ».

En clair, pour ces enquêtés la question du foncier rural est l'un des facteurs limitant les actions de cohésion sociale et de réconciliation dans la sous-préfecture de Duekoué. La réconciliation reste dépendante du règlement des conflits autour du foncier et qui conditionnent la cohésion sociale restent fracturés. Cette idée est soutenue par Kouakou Jérôme & all (2016). Ces derniers expliquent que, le problème du foncier reste une question essentielle dans la quête de la cohésion sociale. Autrement dit, la cohésion sociale reste intimement liée à la résolution de la question foncière sans laquelle les zones forestières ne peuvent retrouver leurs quiétudes.

Ainsi, la question du foncier rural demeure sans solution et constitue un facteur de la dégradation des relations entre les autochtones Wè et les allochtones et/ou allogènes après la crise post-électorale dans ces villages. Cette absence de solution à la crise foncière dans la sous-préfecture de Duekoué est un frein au processus de réconciliation. En dehors des conflits fonciers qui limitent les effets de la réconciliation, d'autres facteurs sont à identifier.

⁹ Dougoutigui : Appellation désignant le tuteur Guéré en langue malinké

II - LES ENJEUX POLITIQUES DE L'EXCLUSION DES AUTOCHTONES WE DE DUEKOUÉ

L'exclusion d'une catégorie de personnes ou de groupe de personne de la vie politique est un moyen mobilisé par les acteurs politiques pour évincer de potentiels adversaires dans l'arène politique. Cette mise à l'écart sous fond identitaire fragilise l'unité sociale et un meilleur développement de la société comme le montre Claude Meillassoux (1997) pour qui « le problème identitaire en Afrique vient de la mise à l'écart (de la population) de la vie politique ».

La fin de la crise post-électorale est marquée par la victoire du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et pour la Paix (RHDP) et la chute des détenteurs du pouvoir politique de 2000 à 2010. Pour reconstruire la cohésion sociale et les liens sociaux fracturés par la crise, le nouveau régime s'est inscrit dans un processus de réconciliation par la justice par la formule suivante « Réconciliation d'accord, justice d'abord » (Akindès, 2017). Cela rend difficile le processus de réconciliation et de reconstruction de la cohésion sociale au niveau national. Dans l'Ouest ivoirien en effet, l'une des raisons de l'échec de la politique de cohésion sociale de l'Etat dans cette localité est l'exclusion politique des leaders politiques autochtones dans le jeu politique ivoirien. A ce sujet, T.D.G, agent de la sous-préfecture de Duekoué soutient ceci :

« La crise à Duekoué, elle est éminemment politique. L'une des solutions aurait été la nomination d'un fils de la région par exemple comme ministre quel que soit le leader qu'il est. Mais ce n'est pas le cas. Comme si ce sont les gens du RDR Guéré qui manquaient ici. On n'a pas besoin de leadership politique. Le leadership politique est déjà exercé par un ministre Dioula. Mais quand celui-ci arrive ici, il reste dans son bunker. On ne le voit pas pourtant, il est ministre. Même pour participer à la restauration de la cohésion sociale, on ne le voit pas. En tant que ministre, quel est son engagement politique dans la reconstruction de la cohésion sociale ? Lors de la cérémonie du planting d'arbre dans le camp des masques à Fengolo cette année, le représentant des cadres Guéré de Duekoué a posé au premier ministre la question de savoir : Pourquoi sur cinquante-six (56)

ministres que compte le gouvernement, un seul fils de la région n'a été nommé ministre ? Le rôle de ce ministre aurait été d'apaiser le cœur de ses parents ».

On retient de ce récit que la nomination d'un fils de la région à un poste gouvernemental au sein du régime actuel serait perçue par les autochtones de Duekoué comme un avantage pour les populations Guéré à aller à la réconciliation.

Le manque de cadre de la région comme ministre au sein du gouvernement actuel est une forme d'asphyxie politique due au soutien de ce peuple à un parti politique par le passé¹⁰.

G.P, président des jeunes de Niambly explique que : « *La réconciliation ici à Duekoué est purement politique. On en veut au Guéré d'avoir soutenu le FPI. Le Guéré dit FPI c'est moi, voilà pourquoi il n'y a pas de ministre chez nous. Tant que le Guéré restera rejeté par le pouvoir d'Abidjan, il n'aura pas de cohésion sociale ni de réconciliation vraie ici* ». L'on assiste à une "nordisation politique" de la sous-préfecture de Duekoué avec la nomination d'un ministre nordiste. Cette différenciation politique s'apparente au concept d'ivoirité qui faisait une démarcation entre les ivoiriens de souche (le Sud, le Centre, l'Est et l'Ouest) et ceux de la seconde zone (les nordistes).

A l'analyse, l'exclusion de la sous-préfecture de Duekoué du jeu politique par le régime d'Etat actuel laisse chez les autochtones Wè un sentiment d'abandon et de sanction de la part de ce gouvernement pour avoir été favorable à la politique du régime passé. Cette nordisation de ladite sous-préfecture est l'une des raisons qui traduit l'échec de la politique de cohésion sociale et de la réconciliation dans la zone et la crainte de la répétition de la crise postélectorale de 2010 au lendemain des échéances présidentielles de 2020.

¹⁰Il s'agit du FPI (Front Populaire Ivoirien) de Laurent Gbagbo

III - LES CONTROVERSES SUR LA QUESTION DE COHESION SOCIALE ET DE RECONSTRUCTION DES LIENS SOCIAUX FRACTURES

En Côte d'Ivoire, précisément dans la sous-préfecture de Duekoué, malgré les initiatives de réconciliation, les obstacles politiques à la cohésion sociale sont nombreux et parfois en contradiction avec l'objectif avoué à la réconciliation. Ainsi, le processus de réconciliation participe aux pratiques d'inclusion et d'exclusion de la vie politique et à la persistance des conflits dans la dite sous-préfecture. Ces obstacles déterminent la problématique de la reconstruction des liens sociaux entre les communautés dans les villages de Niambly, Duekoué, Petit-Duekoué et Fengolo. Ce qui participe de plus en plus à la fracture des liens communautaires entre les autochtones et les migrants dans ces localités.

En effet, la politique de l'Etat ivoirien pour reconstruire les liens sociaux fracturés dans ces villages n'ont pas abouti à la réconciliation tant recherché. Car le climat de méfiance grandissant en est la cause. O. B, chef migrant ivoirien Yacouba vivant à Petit-Duekoué le résume très bien dans ces phrases :

« Madame, on dit réconciliation à Petit-Duekoué, mais moi je dis y'a pas réconciliation si les tuteurs ne jouent pas franc jeu avec nous. Quand il y'a une bonne nouvelle dans le village, nous les étrangers on n'est pas informé. Mais quand c'est pour faire sortir l'argent là, ils nous connaissent. Quand tu refuses à cause de leur mauvaise foi, ils disent que les étrangers veulent détruire notre village. Il n'y a pas réconciliation entre nous. Chacun fait semblant, même gouvernement là fait semblant aussi pour nous réconcilier ici. Est-ce que vous savez tout ce qui se fait dans ce village la nuit en secret ! On ne peut pas tout dire à haute voix à cause de la peur pour ne pas mourir ».

A la suite de cet enquêté, on constate que, les relations entre les communautés sont toujours empreintes de suspicions et de méfiances et sont liées à une question de ressentiment. En effet, le climat de méfiance qui prévaut entre les communautés est alimenté la perception contradictoire que les autochtones Guéré et les migrants ont de la cohésion sociale. Cela montre que la politique de l'Etat ivoirien pour reconstruire les liens sociaux fracturés par les différentes crises surtout celle de 2010 peine à se concrétiser.

Selon Fofana Memon & all (2015), en s'interrogeant sur la dynamique des rapports sociaux entre les catégories sociales qui entravent la cohésion sociale montrent que le fonctionnement des rapports sociaux est sous-tendus par des logiques d'intérêts contradictoires, des représentations sociales des rapports de pouvoir ou d'influence qui dans bien des cas évoluent suivant la configuration sociopolitique nationale. Le témoignage de T.D.G, Agent de la sous-préfecture de Duekoué qui indique que :

« La solution à la cohésion sociale à Duekoué est purement politique. On n'a pas traité les conséquences de la crise comme il se doit. Aussi, le gouvernement doit permettre aux exilés de rentrer définitivement. Tant qu'ils vont craindre pour leur sécurité, ils resteront là-bas pour tirer les ficelles de nouveaux conflits qui vont encore plus fracturer les rapports sociaux entre les communautés qui sont difficiles à reconstruire ».

Suite à ces propos, nous remarquons que la solution à la cohésion sociale à Duekoué est d'ordre politique. Les actions du gouvernement ivoirien doivent favoriser une politique de retour des exilés politiques de ladite sous-préfecture et trouver une solution adéquate aux différentes causes des conflits intercommunautaires qui ont plongé la sous-préfecture de Duekoué dans une guerre suite aux élections de 2010. Ce qui rend plus complexe la reconstruction des rapports sociaux entre les communautés dans cette zone. Bruno Charbonneau (2013) abonde dans cet ordre idée. Selon lui, la réconciliation ivoirienne n'est pas ici conçue comme une finalité où les ivoiriens auront construit une cohésion sociale permanente, mais comme un processus politique et social. Par conséquent, cette réconciliation et ses contradictions reflètent nécessairement les luttes

politiques complexes et variées à propos de la forme que doit prendre la paix ivoirienne.

La reconstruction de la cohésion sociale qui devrait garantir durablement la cohabitation entre toutes les couches sociales dans la sous-préfecture de Duekoué reste encore difficile. Car la vérité qui doit être au cœur de ce processus est remise en cause par tous les acteurs (l'Etat, les autochtones Wè, les migrants) impliqués. Ce chef migrant ivoirien Sénoufo de Fengolo ne dit pas le contraire lorsqu'il affirme que :

« On ne peut jamais construire avec le mensonge. La crise, celle du Guémon tout comme la réconciliation, on ne va jamais vous dire la vérité. Tout le monde évolue dans le mensonge. Chacun est sur la défensive et veut se défendre dans le faux. Et quand on construit sur du faux, cela ne tarde pas à s'écrouler comme ce gouvernement actuel ».

De l'analyse de ce témoignage on retient que seule la recherche de la vérité par tous les acteurs impliqués dans le processus de réconciliation peut conduire à la cohésion sociale à Duekoué. A ce sujet, Bloomfeld & all (2004) soulignent dans ce sens que « *la vérité doit être au cœur de la réconciliation* ». Car en réalité, les communautés bien que vivant ensemble dans la sous-préfecture de Duekoué ne sont pas encore parvenu à un pardon mutuel. Ce qui freine la reconstruction des rapports sociaux entre ces communautés car elles aspirent à une justice équitable pour une réelle réconciliation nouvelle comme le signifie le président de la CDVR, Charles Konan Bany lors de la remise du rapport d'activité final de la commission le 15 décembre 2004 que « toutes actions de réconciliation seront de nul effet s'il n'y a pas une justice équitable ».

CONCLUSION

Le présent travail avait pour objectif d'apporter des éléments de réponse aux facteurs explicatifs de l'échec de la politique de cohésion sociale et de la reconstruction des liens sociaux dans la sous-préfecture de Duekoué. A la suite des analyses qualitatives conduites à cet effet, il a été identifié des éléments fondamentaux qui expliquent cet échec dix (10) ans après la crise post-électorale. Le premier élément fondamental est la question foncière qui entrave la cohésion sociale dans la sous-préfecture de Duekoué demeure à nouveau l'épicentre des conflits dans cette zone en dépit des actions de réconciliation. Aussi, l'exclusion des Wè de Duekoué du jeu politique par le régime au pouvoir depuis 2011 est le second aspect qui accentue les énigmes entourant le discours sur la réconciliation dans cette zone. Cette étude montre aussi que dans une société, le jeu politique est vu comme un enjeu de violence que les partis politiques utilisent comme ressource nécessaire pour affaiblir l'image de l'adversaire et ses alliés dans le but de se maintenir au pouvoir et d'obtenir des soutiens bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le troisième élément fondamental se réfère aux controverses sur la question de cohésion sociale et de reconstruction des liens sociaux. Les débats sur cette question rendent le processus complexe à atteindre.

Cet article abordé dans une perspective de la sociologie des conflits montre que la politique de cohésion sociale appliquée par le gouvernement ivoirien et ses partenaires humanitaires dans la sous-préfecture de Duekoué après la crise post-électorale de 2010 participe au déclenchement de nouveaux conflits dans cette zone au lieu de les endiguer.

BIBLIOGRAPHIE

- AKINDES Francis (2017), « On ne mange pas les ponts et les goudrons : Les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire », in *Politique africaine* n°148, Paris Karthala. Consultation en ligne le 26 /5/2020, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2017-4-page.htm>
- BRUNO Charbonneau (2013), « Côte d'Ivoire : possibilités et limites d'une politique de réconciliation », in *Afrique Contemporaine*, n°245, pp111-129
- COSOPCI (2011), « Participation de la société civile ivoirienne au processus de réconciliation nationale », Colloque, Abidjan, les 28, 29 et 30 Novembre 2012
- CARL VON Clausewitz (2000), « *De la guerre* », traduit de l'allemand par le lieutenant-colonel De Vatry, Paris, Editions Ivrea, 2000
- CIAUDE Meillassoux (1997), « *Fausse identité et démocratie d'avenir* » dans *Identité et démocratie : en Afrique et ailleurs*, Paris, L'Harmattan, pp9-40
- DAVID Bloomfield, TERESA Barnes, LUC Huyse (2004) « La réconciliation après un conflit violent : Un manuel » in *Série manuel International IDEA (International Institute for Democracy and Electoral Assistance)*
- FOFANA Memon & TRAORE Kassoum (2015), « Analyse de la durabilité de la cohésion sociale dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire : une mise en œuvre empirique à partir du fonctionnement des relations autochtones et allogènes », in *European Journal of Business and social science*, volume 4, n°09
- JEAN-PIERRE Chauveau & JEAN-PHILLIPE Colin (2014), « LA QUESTION FONCIERE A L'EPREUVE DE LA RECONSTRUCTION EN COTE D'IVOIRE : promouvoir la propriété privée ou stabiliser la reconnaissance sociale des droits ? », *Les Chiers du Pôle Foncier*, Montpellier
- JEAN-PIERRE Chauveau (2013), « la question foncière à l'épreuve de la reconstruction en Côte d'Ivoire », in *Fabio Viti*, dir. La Côte d'Ivoire, d'une crise à l'autre, Paris, L'Harmattan

- KONADJE Jean-Jacque (2012), « Côte d'Ivoire post-conflit :
Les trois grands défis de la reconstruction ». Consultation en ligne
le 18/7/2020, <https://www.diploweb.com>
- KOUADIO Oura Raphaël (2015), « Lorsque la réconciliation des citoyens
de Duekoué fait appel à la question foncière », *in les lignes de Bouaké
la-Neuve*-n°6 p159-178
- KOUAKOU Jérôme, COULIBALY Brahim, KOUADIO Raphaël Oura, KRA
Amenan Pélégie Theoua & DIMI Théodore Doudou (2016), « Quand la
question foncière sape les actions humanitaires de cohésion sociale dans
les régions du Guémon et du Cavally en Côte d'Ivoire, *Fonds Croix-
Rouge française, Les Papiers du Fonds*, n°4, 15p
- KOUADIO Oura Raphaël (2014), « Interculturalité, mise en valeur agricole et
organisation de l'espace en Côte d'Ivoire : le cas des migrants Burkinabès
et autochtones à Bonoua et Duekoué », *in Giovanni Carlos Bruno,
Immacolata Caruso et Bruno Venditto, dir. Human mobility : Migration
from an European and African viewpoint*
- MICHEL Foucault (1973), « La société punitive », *cours au Collège de France,
cours du 10 Janvier 1973*, tapuscrit de Jean Lagrange

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION

Achévé d'imprimer
sur les presses



Décembre 2020

ISBN : 2-909426-50-5

EAN : 9782909426501

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'EDUCATION